

Retrouvailles ?

Les états généraux du second degré organisés par le SNES, le SNEP et le SNESUP à l'ASIEM le 28 juin 2000 sur le thème "réussite et savoirs pour tous les jeunes, quelles transformations" ont été fortement marqués par la présence du Ministre Jack Lang.

L'affichage sur les invitations était clair. Les débats devaient apporter un éclairage sur le thème "réussite et savoirs pour tous les jeunes, quelles transformations".

Les quatre tables rondes organisées ont effectivement abordé des problèmes de fond. Elles furent, par la personnalité et la compétence des intervenants, intéressantes et constructives. Mais l'entrée en matière de Frédérique Rolet ressemblait fort toutefois, pour l'observateur que j'étais, à une opération de charme destinée en priorité à renouer le dialogue avec l'ensemble des partenaires et acteurs du système éducatif.

À côté des spécialistes, des chercheurs de renommée, on pouvait identifier les représentants des fédérations de parents d'élèves, les représentants d'élèves, et même du MEDEF.

Le Ministre en première ligne

Jack Lang en personne, invité contre toute pratique syndicale habituelle, est largement intervenu (2 h 30 de présence). Il ne s'est pas trompé sur le sens à donner à cette invitation : il l'a ressentie comme "un signe de dialogue et un désir de changement".

Dans une intervention claire, synthétique, au ton cordial, il a décliné ses devoirs, ses intentions et quelques principes.

- il faut dire notre fierté collective, construite génération après génération, vis à vis de notre système d'enseignement.
- Redonner confiance aux enseignants, les soutenir, les accompagner.
- Essayer de transformer positivement le système.

Il a affirmé haut et fort qu'il n'a pas été nommé "pour chloroformer ni endormir, mais pour transformer".

"La réussite des élèves doit être une obsession de tous les instants. Il faut assigner des exigences à l'éducation nationale. Il n'y a pas d'opposition entre les exigences de l'égalité des chances et de culture. Le débat opposant les tenants de la pédagogie et les partisans du savoir est caricatural".

Quelle méthode ?

Dialogue et écoute, besoin de comprendre les attentes, besoin de se nourrir des idées. On ne peut progresser contre les acteurs du système éducatif. Il faut des réformes simples, claires, lisibles, et surtout assurer sur le terrain les changements décidés.

Quels chantiers ?

- Rénovation de la formation, réforme des IUUFM.
- Rénovation du mode d'élaboration des programmes
- Refonte du système d'évaluation afin de redonner une "boussole au vaisseau"

et création d'un "haut conseil de l'évaluation"

- Encouragement à l'innovation

Largement applaudi par une salle sans grand décalage avec ses propos, le Ministre s'est plié de bonne grâce aux questions pertinentes, variées et parfois embarrassantes de la salle.

En prenant constamment la précaution, sur les nombreux problèmes évoqués, de donner son sentiment personnel, presque toujours en phase avec l'attente, et les exigences des débats interministériels et budgétaires, J. Lang a rassuré d'une part, et affirmé d'autre part sa volonté politique de se battre sur tous les fronts pour obtenir les moyens de réformer, et construire l'avenir.

L'échec scolaire : explications

Il est manifeste que la présence, la personnalité, le ton du Ministre ont éclipsé en partie les objectifs assignés à cette journée.

Il ne serait pas correct de passer sous silence la qualité des autres intervenants et notamment l'analyse d'Élizabeth Bautier, chercheur à l'université Paris VIII, sur les causes de l'échec scolaire.

"Une grande partie des élèves, décrocheurs, cumulent en fait des situations

graves sur le plan personnel et familial" explique-t-elle. Elle estime à 10 % la part des élèves en "grande difficulté". "On ne sait pas faire avec la difficulté scolaire encore moins avec la grande difficulté" affirme-t-elle.

L'école est incapable de prendre en compte l'identité de l'enfant. Elle est construite sur l'universalisme, sur l'idée que les élèves sont tous les mêmes. Elle regrette l'absence de débat sur la façon de traiter simultanément "du particulier et de l'universel".

Autre critique des pratiques en vigueur pour les élèves, dit-elle, "apprendre c'est faire". Beaucoup travaillent pour effectuer des tâches, ou ce qui est noté ce n'est pas l'accomplissement d'une tâche mais le savoir qui le sous-tend. Il y a là un véritable malentendu.

La dernière table ronde devait permettre aux jeunes d'exprimer leurs attentes et d'échanger avec les représentants des différents métiers pratiqués dans les établissements scolaires et débattre de leur évolution.

Le panel proposé aurait pu être complet si on avait fait appel également à un ouvrier professionnel et à un chef d'établissement étrangement absents. Ce fut sans doute un oubli involontaire.

Antoine RIVELLI

La place des femmes dans le syndicat

REUNION INTER-ACADÉMIQUE AU SIÈGE DU SNPDEN

- Mise en place de la commission nationale -

Dans le cadre des mandats du congrès de Toulouse et de la décision prise de créer une commission nationale afin d'avancer sur le problème toujours crucial de la place des femmes dans le syndicat, une réunion s'est tenue au siège du SNPDEN à Paris le mercredi 28/06/2000.

Cette réunion, à laquelle étaient conviées toutes les académies, était animée par Bernard Lefèvre, secrétaire national. Participait aussi à cette réunion J.J. Romero, Secrétaire général, qui tenait ainsi à marquer par sa présence l'importance de la question traitée.

On regrettera que seules 16 académies* aient répondu à l'appel, même si le calendrier de fin d'année que l'on sait chargé et « débridé » ait pu en partie expliquer cette désaffection. On notera aussi que, parmi les académies représentées, beaucoup l'étaient par des femmes, ce qui n'est pas sans poser question : les femmes seraient-elles les seules à pouvoir parler de « parité » ?

J.J. Romero a ouvert les débats par un propos introductif afin de bien situer la problématique et de dégager la stratégie afin que les choses évoluent vraiment.

Dans un court rappel de l'histoire de notre syndicat, il a été fait référence au congrès de St-Malo et à la réflexion qui avait été menée par la commission Vie syndicale qu'animait alors Didier Petitjean – Qu'en est-il aujourd'hui ?

Alors que la proportion des femmes qui deviennent Personnel de Direction, augmente de façon significative dans certaines académies – environ 4 % en 4 ou 5 ans (à ce sujet, il sera nécessaire d'étudier les compte-rendus des jurys de concours) – les femmes ne voient pas leur représentation augmenter dans nos instances syndicales. Pire, elle régresse.

Il est donc temps de réagir, non plus en termes de conseils donnés aux académies, mais en termes d'actions à mener à tous les niveaux.

Une fois la problématique posée, un large débat s'est ouvert dans la salle – débat riche, serein où chacun a écouté, participé. Il en est ressorti que, sur ce sujet, peu d'académies avaient mené une réflexion.

Les mots qui fâchent ont été cités. On a parlé, sans tabou, des quotas, de la parité. Des mots derrière lesquels il a bien fallu mettre une réalité.

Des propositions ont été faites : un collègue a parlé de proportionnalité contraignante. En effet, si l'idée de quota, au niveau national, ne paraît pas réalisable, il est par contre tout à fait possible, que dans chaque académie, chacun s'organise de façon contraignante, à ce que, dans un premier temps, les femmes soient représentées partout dans les instances au moins à la hauteur de leur véritable poids numérique.

Pour changer les mentalités, chacun a convenu, qu'il fallait en passer par ces contraintes, ces obligations – au moins de façon provisoire.

C'est donc, à chaque académie, de faire l'état des lieux sur ce sujet dans sa propre organisation, et de proposer des mesures ad hoc.

La commission nationale, quant à elle, pour atteindre cet objectif propose, dès à présent quelques pistes de réflexion et d'action :

- sur la formation syndicale : dans le cadre des stages déconcentrés de 1^{er} niveau, chaque académie fera participer plus de femmes. Des aides financières seront allouées aux académies qui atteindront l'objectif. Il faudra toutefois que les femmes y soient présentes conformément à leur « poids numérique » parmi les syndiqués de la base.
- Sur les élections paritaires. Les femmes devront être présentes sur les listes présentées par le SNPDEN – à parité à chaque fois que cela sera possible. Il faudra bien sûr faire attention à l'effet d'affichage afin de ne pas y « laisser des plumes ».
- Sur les mandats – Une réflexion devra être menée sur le cumul et la durée des mandats.

Il a été décidé par la commission nationale :

- qu'un courrier sera envoyé par le Secrétaire National

à chaque académie (dernière semaine d'août), afin qu'une réflexion soit menée à ce niveau et que des mesures soient prises par chaque secrétaire académique.

- que la commission Vie syndicale présente au CSN de novembre, pour avis, l'avancée des travaux menés et des propositions faites – que ce soit en termes de mesures pratiques, applicables dès à présent ou en termes de mesures statutaires ou réglementaires – qui seront alors proposées au CSN de mai 2001.

Albert PUCHOIS

Une réunion est prévue fin septembre pour faire le point sur le sujet.

*Académies présentes
AIX-MARSEILLE,
AMIENS, BESANÇON,
BORDEAUX, CAEN,
CLERMONT-FERRAND,
GUYANE, LILLE,
LYON MARTINIQUE,
MONTPELLIER, NANTES,
ORLÉANS-TOURS, PARIS,
ROUEN, STRASBOURG.

NANCY-METZ bien qu'ayant désigné un représentant n'était pas présente
CRÉTEIL a envoyé une contribution écrite,
LIMOGES et RENNES étaient excusées